

# REVUE DE PRESSE

service communication



## Paris-Normandie

### Agenda

Publié le 09/01/25

---

#### Le Petit-Quevilly

##### **Théâtre : Comment avouer son amour quand on ne sait pas le mot pour le dire ?**

114 Cie de Nicolas Petisoff, Denis Malard. Comment avouer son amour quand on ne sait pas le mot pour le dire ? Aujourd'hui et le 10 janvier au théâtre de la Foudre. Tarifs, infos, billetterie : [cdn-normandierouen.fr](http://cdn-normandierouen.fr)

## Paris-Normandie

### Neige en Normandie : l'épisode météorologique va-t-il se poursuivre dans les prochains jours ?

La neige était visible sur une partie de la Normandie mercredi 8 janvier 2025. Alors qu'un phénomène de regel est à prévoir dans la nuit, les autorités invitent les automobilistes à prendre leurs dispositions pour la journée du 9 janvier.

*Par B.R.*

Publié: 8 Janvier 2025 à 19h37

Pour certains c'était la pluie, pour d'autres c'était la neige ! La météo du 8 janvier 2025 a eu bien des impacts en Normandie.

Si les poids lourds étaient visés par une interdiction de dépassement ainsi qu'une limitation de vitesse à 20 km/h, tout n'a pas été fluide sur les routes. Les sapeurs-pompiers du SDIS76 ont tout même réalisés 13 interventions en lien avec le phénomène météorologique. 13 blessés légers étaient à déplorer.

#### Vers un phénomène de regel ?

En fin de journée, la Seine-Maritime est passée en vigilance jaune neige-verglas jusqu'au 9 janvier 2025. Le département sera également en vigilance jaune pour les phénomènes crues sur le tronçon de l'Epte et pluie-inondation.

Météo France alerte d'un probable phénomène de regel dans la nuit du 8 au 9 janvier, conduisant le SDIS76 à maintenir des moyens renforcés. *« Le préfet appelle à la vigilance et invite les automobilistes à être prudents et à adapter leur conduite aux conditions météorologiques »*, indique la préfecture dans un communiqué.

Les sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime ont communiqué, jeudi matin, peu après 6h30 : *« À l'heure actuelle, nous avons réalisé une centaine d'interventions, principalement des accidents de la route, inondations de locaux et débordement de bassins de rétention. Le département a été touché d'Ouest en Est en passant d'un risque neige/verglas à un risque inondation. L'évènement est toujours en cours et nous nous attendons à une légère hausse de l'activité au réveil de la population. (Elle) doit faire preuve de prudence sur les routes en ce début de matinée. »*

La fin de semaine risque d'être également très fraîche en terme de températures. Aucune certitude quant à la présence, ou non, de neige.

## Paris-Normandie

### « Les enfants l'ont demandé » : près de Rouen, cette commune interdit aux parents de fumer devant l'école

La ville du Grand-Quevilly vient de promulguer un arrêté pour interdire aux parents de fumer devant les écoles élémentaire et maternelle Césaire-Levillain. Un dispositif notamment à l'initiative des élèves.



Des panneaux ont été installés sur les grilles des écoles

Par Cécile Frangne - Publié: 8 Janvier 2025 à 19h29

La cloche de l'école élémentaire Césaire-Levillain de [Grand-Quevilly](#) n'a pas encore retenti, mardi 7 janvier 2025 au matin. Des parents venant de déposer leurs enfants patientent de l'autre côté de la grille en attendant de les voir rentrer en classe. Pas un ne tente d'allumer une cigarette.

Et pour cause : la ville du Grand-Quevilly vient de promulguer un arrêté pour instaurer le premier espace sans tabac de la commune. Cette zone où il est désormais interdit de fumer s'étend de la grille jusqu'aux barrières du parvis de l'école. Matérialisée par des pochoirs fluo tagués au sol, elle englobe également le trottoir de l'école maternelle attenante. « *Les adultes qui souhaiteront fumer devront le faire sur le trottoir d'en face*, explique Félix Denis, chargé de prévention pour la Ligue contre le cancer de Seine-Maritime, partenaire du dispositif, qui sera accompagné par des actions de sensibilisation dans les classes. *L'objectif est de dénormaliser le tabagisme dans la société, particulièrement chez les plus jeunes* ».

#### « Il était temps »

Ce sont d'ailleurs « *les enfants eux-mêmes qui ont lancé l'idée lors d'un conseil d'élève* », raconte Amélie Morin, directrice de l'école élémentaire. Une initiative appuyée par les représentants de parents d'élèves et l'équipe éducative, qui constatait « *beaucoup de tabagisme à la sortie de l'école* ». « *Certains fumaient parfois même plus que des cigarettes* », témoigne Jérémy, un parent d'élève.

« *Il était temps* », souffle Schérazade en faisant un dernier signe de la main à son fils. Cette mère d'élève qui a arrêté de fumer en 2017 trouve « *normal de donner l'exemple* » aux enfants. « *Même du temps où je fumais, je me mettais à distance pour ne pas importuner les autres* », indique-t-elle. « *C'est une bonne initiative pour les enfants*, abonde Blandine une autre mère d'élève. *Mais encore faut-il que la mesure soit respectée...* »

## **Pas de verbalisations**

Car si le dispositif doit être « *accompagné par la police municipale, le but ne sera pas de verbaliser mais plutôt de sensibiliser* », précise Roland Marut, premier adjoint du Grand-Quevilly en charge de l'éducation. « *On pourra rappeler les règles aux adultes qui ne les respectent pas*, ajoute Amélie Morin. *Mais c'est finalement une question de civisme* ». Si l'expérimentation est concluante, elle devrait être généralisée aux quatorze écoles de la commune.

## **Des initiatives locales... mais toujours pas de loi nationale**

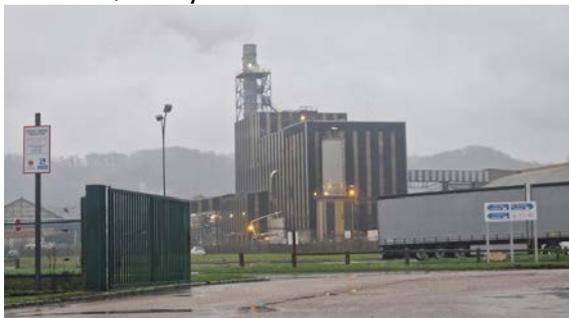
Si l'arrêté municipal pris par le Grand-Quevilly « *s'inspire de la législation québécoise, où il est interdit de fumer à moins de neuf mètres* », une telle interdiction n'existe pas en France. « *Un [projet de décret](#) interdisant la cigarette devant les écoles avait été annoncé fin 2023 par le ministre de la Santé de l'époque*, rappelle Yvon Graïc, président de la Ligue contre le cancer de Seine-Maritime. *Mais il n'a toujours pas été promulgué à ce jour.* »

En Seine-Maritime, 121 espaces sans tabac ont été instaurés, dont 24 à Déville-lès-Rouen, 16 à Elbeuf, une dizaine à Mont-Saint-Aignan ou encore Barentin. « *35 nouveaux espaces sont également en projet* », indique Yvon Graïc. C'est le cas notamment à Elbeuf et Darnétal.

## Paris-Normandie

### Flamme, fumée et sirènes... Que s'est-il passé à l'usine Lat Nitrogen près de Rouen ?

Un incident technique s'est produit le 8 janvier 2025 à l'usine Lat Nitrogen (ex-Borealis) au Grand-Quevilly.



Un incendie s'est déclaré sur le site LAT Nitrogen au Grand-Quevilly - Paris Normandie  
*Par Jérémie Chatet*

Publié: 8 Janvier 2025 à 15h58

Des flammes visibles depuis l'extérieur, un dégagement de fumée et une sirène qui retentit. Le 8 janvier en début d'après-midi, un «*enflamment temporaire*», selon les termes de la préfecture, a eu lieu sur le site LAT Nitrogen (ex-Borealis) situé au Grand-Quevilly, suite à l'arrêt d'une [unité d'ammoniac](#).

#### Incident maîtrisé

«*Cet arrêt a entraîné la mise en sécurité des installations avec les dispositifs prévus à cet effet* », précise Borealis Chimie via la plateforme Allo Industrie. L'usine a déclenché son plan d'opération interne (POI) et sa sirène d'alerte. Selon Borealis Chimie, l'incident a été maîtrisé à 15h10 et «*il n'y a ni blessé ni impact pour les salariés, les riverains et l'environnement* ». C'est la partie du site boulevard Stalingrad qui a été impactée.

De son côté, la préfecture de la Seine-Maritime indique que «*vers 15h, un enflamment temporaire suivi d'un dégagement de fumée a été observé sur le site Seveso seuil haut de Lat Nitrogen et des nuisances sonores s'apparentant au bruit d'une explosion ont été entendues. Cet enflamment comme le bruit ont été causés par l'ouverture d'une soupape de sécurité sur une cheminée, à l'occasion d'un incident sur unité de production d'ammoniac* ». Elle ajoute que l'unité est à l'arrêt et qu'elle ne redémarrera «*qu'à la suite de l'identification de l'origine du dysfonctionnement et de contrôles de sécurité* ».

LAT Nitrogen, classé site Seveso seuil haut, est l'un des principaux fournisseurs européens de produits à base d'azote sur le marché des engrais et des produits chimiques industriels. Le site de Grand-Quevilly situé dans la zone portuaire de Rouen est le plus grand site de production de LAT Nitrogen avec une superficie totale de 100 hectares.

## Paris-Normandie

### Paiements dématérialisés : la double peine pour les SDF et précaires contraints de faire la manche

La disparition de l'argent liquide dans les porte-monnaie et des tickets resto sous leur forme papier affecte les ressources des SDF et des très précaires. La faute à la généralisation des paiements dématérialisés... Reportage à Rouen auprès de ceux qui sont contraints de faire la manche.



« Je n'ai pas de monnaie » ou « Je paye en carte bleue », c'est ce qu'entendent régulièrement Dimi, 29 ans, et Marie, 26 ans, à la rue depuis un mois à Rouen - Photo Stéphanie Péron

*Par Delphine Letainturier - Publié: 8 Janvier 2025 à 07h00*

*Désolé, je n'ai pas de monnaie... »* La phrase est devenue rengaine pour les SDF. « *Ce qu'on entend régulièrement aussi, c'est : « Je paye en carte bleue » et ça, c'est un peu plus dur... »* Dimi et Marie, 29 et 26 ans, sont [sans abri](#) depuis un mois. Ils ont dû quitter leur logement « *pour raisons familiales* », ne s'épanche pas davantage le jeune homme.

La généralisation des paiements dématérialisés, renforcée par la crise du Covid, a un impact évident sur la vie des personnes sans domicile fixe ou très précaires qui comptent sur la générosité des passants.

Dans la journée, le couple s'installe dans [l'artère très passante du Gros Horloge](#), à Rouen ; la nuit, il dort sur la place du Vieux-Marché. « *On appelle le 115 mais on nous répond qu'il n'y a pas de place en foyer d'hébergement.* » L'Autobus Samusocial leur a fourni des couvertures.

Le maximum que l'on ait eu, c'est 8 € avec trois cigarettes

Pour l'instant, pour survivre, Dimi et Marie n'ont pas d'autres solutions que de faire la manche. Seulement, sur le tissu-éponge placé devant eux, les dons sont maigres : quelques piécettes dorées et couleur cuivre, de simples centimes... À ce moment de la nouvelle année où l'on distribue traditionnellement les étrennes, pour Marie et Dimi, c'est plutôt jours de vaches maigres. « *Hier, sur la journée, on a reçu 2,55 €.* » À l'heure où l'on échange avec eux, en début d'après-midi, les 2 € sont tout juste dépassés. « *Là, on est à 2,25 €. Le maximum que l'on ait eu, c'est 8 € avec trois cigarettes* », souffle Dimi en jetant un regard tendre vers sa compagne.

Dans le bas de la rue Jeanne-d'Arc, assis sur le trottoir, avec ses deux chiens, P'tit Loup et Poi, Robin, 28 ans, compte davantage de pièces dans la casquette retournée devant lui. Il est plus rompu à l'exercice peut-être... Cela fait 12 ans qu'il vit dans la rue et dort dans un campement à Bonsecours. Mais oui, lui aussi, fait le constat que les passants ont de moins en moins d'argent dans les poches. « *Depuis les cartes bleues et les paiements sans contact... Déjà, avant le Covid, ça avait diminué.* »

#### Bouteille à la mer

Dimi et Marie cherchent à s'extraire de la galère dans laquelle ils sont tombés. « *On touche tous les deux le RSA, on pourrait payer un loyer. Mais sans garant et sans emploi...* » Un peu le serpent qui se mord la queue.

Le jeune homme a suivi une formation de boucher. « *Seulement, j'ai été hospitalisé dix jours au moment où j'aurais dû passer le brevet. Mais même sans le diplôme, je suis capable.* » Volontaire, il acceptera ce qui se présente à lui. Marie, elle, cherche plutôt dans la garde d'enfant.

Dans sa bouteille à la mer, Dimi glisse une adresse mail au cas où quelqu'un aurait un poste ou un toit à leur proposer : [christianniquet2@gmail.com](mailto:christianniquet2@gmail.com)

#### Le TPE ? Mal vu !

L'homme aux yeux clairs fait part de l'expérience de l'un de ses compagnons d'infortune qui a testé l'utilisation d'un terminal de paiement électronique (TPE) portatif. Quelques [initiatives](#) ont été mises en place. « *Ça pourrait être une solution mais c'est un peu mal vu... Et puis, mon ami, il payait une location. Il a fini par abandonner le système.* » Robin ne se voit pas avec un tel système. « *Je préfère garder mon sourire et demander aux gens s'ils n'ont pas une ou deux pièces.* » Quand, il a suffisamment pour « *acheter des croquettes, un bon kebab, une bière et des clopes* », il lève le camp. « *Mais bientôt vous ne me verrez plus, avance-t-il fièrement. J'ai passé mon permis l'année dernière et quand mon camion sera réparé, je partirai faire les saisons de récoltes agricoles !* » Il avait déjà fait, il y a quelque temps, la saison des échalotes et des asperges dans la région d'Angers.

Sur la rive gauche de Rouen, Marion, 32 ans, fait la manche, debout, à l'entrée d'une supérette. Si elle sollicite les passants, « *c'est pour payer mon loyer* ». La jeune femme – sans emploi – a entrepris des démarches pour se défaire de ses addictions. Alors qu'une jeune fille lui tend un sandwich triangle, Marion trouve les gens globalement bienveillants à son endroit. Elle ne commente pas vraiment la raréfaction de la monnaie. « *Non, les jours où je récolte moins d'argent, c'est peut-être parce que j'ai été moins avenante...* »

#### Le point de vue des associations

« *C'est un problème dont ils ne nous parlent pas plus que ça...* » Il faut dire que lorsque les équipes des maraudes de l'[Autobus Samusocial de Rouen](#) rencontrent les sans-abri, c'est pour leur apporter un peu de réconfort en plats chauds, café et douceurs. « *Mais c'est vrai qu'il y a de moins en moins de monnaie...* », soupire Arnaud Grandmarre, président de l'association.

## Une hausse du nombre de SDF en 2022

Le ressenti est quasiment identique à la Croix-Rouge : « *C'est une réalité, bien sûr, mais ça sert aussi sans doute de prétexte pour ne pas leur donner. Ils nous disent, oui, parfois que la manche n'a pas marché mais cela ne va pas plus loin* », commente Évelyne Debray, responsable du [Samu social de la Croix-Rouge](#) de Rouen.

Ce qu'Arnaud Grandmarre constate, c'est qu'il y a eu une très forte augmentation des personnes à la rue en 2022. « *Depuis, ça s'est peut-être un peu réduit... Mais en saison d'hiver, les structures d'hébergement sont vite saturées. Si vous appelez le 115 à 11 h, il n'y a plus de place pour le soir.* »

Une population difficile à quantifier

Il est difficile de connaître précisément le nombre de personnes sans domicile en France. [Selon la Fondation Abbé Pierre](#), elles seraient environ 330 000. Le dernier recensement officiel de l'Insee, réalisé en 2012, faisait, lui, état de 143 000 SDF. L'Institut national de la statistique réévaluera dans quelques mois son chiffre puisqu'une [nouvelle enquête](#) a été lancée au printemps 2024.

À Rouen en 2022, à l'occasion de la [nuit de la solidarité](#) organisée par la Ville, un comptage avait permis de recenser [500 personnes sans solution de logement](#), dont environ 200, qui étaient véritablement sans abri.

Triste chiffre et précis celui-là : le nombre de SDF décédés en France : le collectif [Les Morts de la rue](#) a fait état, fin octobre 2024, de 735 morts en 2023. « *Un chiffre d'une ampleur inédite.* »

## Solly, une carte de paiement rechargeable par dons



Originaire de Normandie, Tim Deguette, étudiant, est en train de mettre au point Solly, une carte de paiement, rechargeable par dons, pour les SDF

Photo NICOLAS FONCK

Originaire de Honfleur, Tim Deguette, un étudiant en communication de 22 ans, pourrait bien révolutionner le don pour ceux qui vivent de la manche dans la rue. Les SDF et les personnes en situation de grande précarité qui s'entendent répondre à longueur de journée

: « Je n'ai pas de monnaie ». L'idée du Normand ? Créer une carte de paiement, rechargeable par dons grâce à un simple contact avec un téléphone portable. Parti vivre dans la Région Nord-Pas-de-Calais après le divorce de ses parents, Tim a relaté à La Voix du Nord qu'il a été marqué par les SDF qu'il rencontrait tous les jours en allant au lycée, à Saint-Omer. Marqué au point d'avoir envie d'agir durablement et efficacement pour eux.

### **Produits de première nécessité, téléphone, transports...**

Entrepreneur dans l'âme, le jeune homme, qui poursuit aujourd'hui ses études à Paris, a imaginé une carte de paiement spécifique pour ce public souffrant de la précarité. Un dispositif baptisé Solly, en référence à la solidarité et la solitude. « L'idée a germé en 2023 et a commencé à prendre forme en 2024. La carte devrait sortir courant 2025 », expose Tim qui travaille à ce projet avec deux autres personnes. « On est aidé par une dizaine de bénévoles. Solly, c'est une association, pas une entreprise », précise-t-il.

L'ingénieuse association s'appuie sur deux études distinctes. « Les deux tiers des Français n'ont plus d'argent liquide sur eux et 70 % des gens expriment une crainte sur l'utilisation qui peut être faite de leur don pour des produits d'addiction, comme l'alcool, le tabac, la drogue ou les jeux d'argent », énumère Tim qui maîtrise le sujet. Aussi, la carte de paiement Solly permettrait uniquement d'acheter des produits de première nécessité, de régler un abonnement pour le téléphone, pour les transports, ou encore une chambre d'hôtel.

### **Une solution additionnelle à la manche**

La seconde étude, réalisée par l'association auprès de SDF lillois, a conforté dans l'idée que la carte pouvait être une aide certaine. « Nous n'avons constaté aucun rechignement. Ils voient l'aide financière que cela représente, mais aussi une possibilité de favoriser du lien social. »

En tous les cas, le concept, qui se veut être « une solution additionnelle à la manche », suscite l'adhésion. Lors du lancement de la campagne de financement participatif, Solly tablait sur 15 000 € et 500 donateurs. « En fait, on a atteint un peu plus de 79 300 € avec près de 1 400 contributeurs », souligne le Normand. Dans la démarche, Tim Deguette incorpore aussi une dose d'aide à plus long terme. À savoir que 91 % du don reviendra au SDF et 9 % seront prévus pour la commission de Solly avec une partie consacrée à des associations qui œuvrent pour le logement des sans-abri, comme Toit à moi.

## Paris-Normandie

### Nouvelle tension à l'hôpital



Les plans blancs permettent aux hôpitaux de prendre des mesures exceptionnelles, comme la déprogrammation de certaines opérations, le rappel de membres du personnel en congés...VDN

Publié le 09/01/25

Le dynamisme cet hiver de la grippe saisonnière et les autres affections respiratoires mettent les hôpitaux en tension un peu partout en France même si l'ampleur de l'épidémie reste encore à déterminer.

Si le ministère de la Santé n'est pas en mesure de donner une estimation du nombre d'hôpitaux en « plan blanc », au moins une vingtaine d'établissements hospitaliers en France les ont déclenchés face à l'afflux de malades dans leurs services d'urgence, selon un décompte fait par l'AFP à partir d'informations publiées en ligne par les établissements ou l'administration.

Ces plans permettent aux hôpitaux de prendre des mesures exceptionnelles pour faire face à un afflux de patients, comme la déprogrammation de certaines opérations, la réaffectation ou le rappel de personnels en congés.

Selon plusieurs sources, ce décompte est probablement sous-estimé. « Rien que dans les Pays-de-la-Loire, on a six plans blancs », indique Dominique Savary, le chef des Urgences d'Angers. « On a le sentiment que c'est plus fort qu'habituellement », commente de son côté Agnès Ricard-Hibon, porte-parole du syndicat Samu-Urgences de France (SUDF), qui va lancer une enquête pour quantifier le phénomène.

« Le problème majoritaire, c'est le manque de lits d'hospitalisation, comme toujours », poursuit-elle, appelant à « anticiper » ces « crises hivernales prévisibles ». « Il faut réserver un nombre de lits dans les services pour l'activité des urgences », une solution « connue » qui tarde à se mettre en place, regrette-t-elle.

La situation met en souffrance les personnels, comme au CHU de Nantes, qui a déclenché un plan blanc lundi. Dans une lettre ouverte à la direction, le syndicat FO dénonce des temps d'attente atteignant désormais 20 à 30 heures et un « contexte de tensions inhumaines où plusieurs patients âgés attendent désespérément un lit ».

Dans les Samu et services d'accès aux soins (SAS) qui répondent aux appels au « 15 », « l'activité est en hausse de 10 à 15 % », et dans « beaucoup d'endroits », le temps moyen de décrochage des appels dépasse la minute, déplore Jean-François Cibien, urgentiste à Agen et vice-président de SUDF.

Le nouveau ministre de la Santé Yannick Neuder a reconnu que cette multiplication de plans blancs « traduit bien l'état de tension dans lequel se retrouve notre système de santé ». « Une de mes priorités sera de favoriser tout ce qui peut produire du soin sur le territoire », pour « éviter le recours systématique aux urgences ».

L'épidémie de grippe apparaît dynamique, mais son ampleur exacte reste à déterminer. « À voir les chiffres, ce n'est pas monstrueux, mais on est dans une taille d'épidémie qui sera probablement dans la fourchette haute cette saison », indique le virologue Bruno Lina. « Chez les adultes jeunes, le virus H1N1, ça tape, avec des formes cliniques assez marquées », notamment des gens qui « sont parfois 48 ou 72 heures au lit, avec l'impression d'être épuisés au point de ne pas arriver à se lever », ajoute-t-il.

### **Une épidémie précoce**

Il observe qu'après les enfants et les moins de 50 ans, les personnes âgées, plus à risque d'hospitalisation, sont de plus en plus touchées.

Pour Marie-Anne Rameix-Welti, responsable du Centre national de référence des infections respiratoires, l'intensité de l'épidémie est « comparable aux années précédentes », mais « on ne sait pas encore si l'on a atteint le pic. Il faut voir ce qui se passe dans les deux semaines à venir ». En revanche, « cette année, il n'y a pas de superposition avec d'autres virus comme le VRS (principal virus à l'origine de la bronchiolite), qui a baissé, et le Covid, qui est bas », ajoute-t-elle.

En France, l'intégralité de la métropole a basculé dans une situation épidémique de grippe dans le sillage de Noël, avec le passage du seuil de 173 cas pour 100 000 habitants. C'est un peu plus tôt que les années précédentes.

Pour la dernière semaine de 2024, les syndromes grippaux ont représenté 18,2 % des actes de SOS médecins, 4,9 % des passages aux urgences et 4,2 % des hospitalisations après passage aux urgences, selon Santé publique France.

### **Des millions de contaminations**

Chaque hiver, 2 à 6 millions de personnes sont touchées par le virus de la grippe. Selon les données du Réseau Sentinelles qui assure la surveillance épidémiologique de la grippe depuis 1984, entre 788 000 et 4,6 millions de personnes consultent pour syndrome grippal lors d'une épidémie de grippe. Entre 25 % et 50 % de ces consultations concernent des enfants de moins de 15 ans. Quelque 10 000 décès liés à la grippe sont enregistrés chaque année en France. Plus de 90 % de ces décès surviennent chez des personnes âgées de plus de 65 ans.

## France 3 Normandie

### 5 choses à savoir sur le grand projet d'usine de carburant décarboné pour avions, près de Rouen



[Visuel d'une unité de méthanolation pour produire du carburant de synthèse pour avions. Le projet DEZIR de Verso Energy se situe sur 2 sites : Petit-Couronne près de Rouen et Alizay dans l'Eure. • © Visuel projet DEZIR du dossier de concertation préalable](#)

Écrit par [Sylvie Callier](#)

Publié le 09/01/2025 à 07h20

Produire du carburant sans pétrole pour les avions de ligne, c'est le projet industriel de plus d'un milliard d'euros de Verso Energy qui souhaite s'implanter à Petit-Couronne, près de Rouen. Le carburant serait produit grâce aux émissions de CO2 de la chaudière biomasse de la papeterie d'Alizay. La concertation publique débute le 13 janvier 2025.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

votre adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Le projet normand de l'industriel français Verso Energy, producteur d'énergie décarbonée et de carburants est celui qui avance le plus vite en France. Il s'appelle [DEZIR \(Décarbonation en Seine-Eure et sur la Zone industrielle de Rouen\)](#).

#### Une concertation avant l'enquête publique

Du 13 janvier au 15 mars 2025, les habitants de 19 communes de Seine-Maritime et de l'Eure sont invités à participer à la concertation préalable avant l'enquête publique. Le projet, une usine de production de carburant de synthèse E-SAF sans pétrole pour les avions, est inédit.

Il a été dévoilé dans le détail avec les premières images de maquettes lors d'une présentation à la presse ce 8 janvier 2025 par l'agence de développement économique "Rouen Normandy Invest" à la CCI de Rouen.

Un nom audacieux pour le premier projet français de carburant de synthèse pour avions en phase de concertation publique. • © Visuel projet DEZIR/ Verso Energy

Voici cinq choses à savoir sur ce grand projet :

## 1 Les chiffres-clés

- 1 milliard 300 millions d'euros d'investissement privé.
- Un site de deux hectares à Alizay dans l'Eure, près de la chaudière biomasse BEA de la papeterie VPK d'Alizay.
- Un site d'une quinzaine d'hectares à Petit-Couronne (actuellement terrain de DRPC, dépôt Petit-Couronne) face à la friche réindustrialisée de l'ancienne raffinerie Pétroplus.
- 13 kilomètres de canalisation souterraine à créer pour relier la chaudière de la papeterie d'Alizay au site d'élaboration de carburant de synthèse de Petit-Couronne.
- 250 emplois directs et indirects en phase de production, de 800 à 1 400 emplois lors du chantier de construction.
- Mise en service prévue horizon 2030



Produire du carburant sans pétrole pour les avions de ligne, c'est le projet industriel de plus d'1 milliard d'euros de Verso Energy qui souhaite s'implanter à Petit-Couronne près de Rouen. La concertation publique débute le 13 janvier. Interviews de Camille Petit, Cheffe de projet - Verso Energy, Antoine Huard Directeur général - Verso Energy et Joel Bigot , maire PS de Petit-Couronne • ©S. Gérain/ D. Meunier/ Visuels Verso Energy/ France Télévisions

## 2 Pourquoi produire à Petit-Couronne ?

Le procédé industriel nécessite de l'eau, la Seine est à proximité. Il faut aussi une source d'électricité dimensionnée pour ce type d'usine. Le poste de Grand-Couronne situé à quatre kilomètres est adapté. Le projet est aussi porté par RTE (réseau de transport d'électricité), co-maître d'ouvrage.

Le carburant décarboné est en grande partie destiné aux grands aéroports parisiens. Il transitera par le pipeline enterré le Havre-Paris (son surnom LHP) qui passe près de Rouen.

Petit-Couronne réindustrialise la friche de la raffinerie Pétroplus fermée en 2013 et a besoin de créer des emplois. Son taux de chômage est de 16%.

La production de carburants décarbonés pour les avions ouvre de belles perspectives. La réglementation européenne [contraint les compagnies aériennes](#) à les introduire progressivement dans leur approvisionnement.



A Petit-Couronne, près du site réindustrialisé de l'ancienne raffinerie Pétroplus, le terrain d'une quinzaine d'hectares où pourrait être créée l'usine de production de carburant décarboné pour avions de Verso Energy. • © S. Callier/ France Télévisions

### 3 Quel lien avec la papeterie d'Alizay ?

Pour élaborer ce nouveau carburant d'avions plus écologique, il faut de l'hydrogène (créé par électrolyse avec de l'électricité issue d'énergies renouvelables) et aussi du [CO<sub>2</sub> \(dioxyde de carbone\) biogénique](#), non issu de combustions d'énergies fossiles.

La papeterie VPK d'Alizay dans l'Eure a pour énergie une gigantesque chaudière (Biomasse Energie Alizay) alimentée par des matières naturelles comme le bois.

Les émissions industrielles de CO<sub>2</sub> issues de la production de carton ondulé seront capturées, puis traitées et acheminées sur le site de production de carburants de Petit-Couronne.

Ce CO<sub>2</sub> combiné à l'hydrogène vert donnera du carburant [E-SAF](#) ( Electro sustainable aviation fuel)

### 4 Est-ce une industrie polluante ou dangereuse ?

Les promoteurs du projet industriel indiquent que le site de Petit-Couronne ne serait pas classé risque Seveso. Ce serait une Installation classée pour la protection de l'environnement. ([ICPE](#))

Le stockage de carburant qui est classé Seveso serait confié à des entreprises voisines de stockages qui existent déjà.

Concernant le procédé industriel, [Verso Energy](#) déclare qu'il n'y a "*pas d'impact sur l'environnement*", ni poussières, ni odeurs. Il ajoute que le carburant sera acheminé par pipelines et ne générera pas de trafic de poids lourds.

### 5 Comment participer à la concertation publique ?

La Commission Nationale du Débat Public (CNDP) a été saisie pour organiser la concertation préalable. C'est une première phase qui pourra être suivie de l'enquête publique en 2026. [Un site internet](#) est dédié à ce sujet.

La concertation a lieu du 13 janvier au 15 mars. Les habitants de 19 communes situées à trois kilomètres d'Alizay et de Petit-Couronne (dont Canteleu, Tourville, Oissel, Pont de l'Arche, Val-de-Reuil) sont concernés.

Ils peuvent consulter le dossier du projet dans les mairies, déposer leur avis, et participer à des réunions publiques.

- 21 janvier à 18h30 à Alizay (salle les Alisiers)
- 22 janvier à 18 heures à Petit-Couronne (salle du Sillon)
- 24 février à 18h30 à Saint-Etienne-du-Rouvray (salle des fêtes)
- 11 mars à 18 heures à Petit-Couronne (salle du Sillon)

Des rencontres sont aussi organisées sur le marché de Pont de l'Arche le 23 février et au Super U d'Oissel l'après-midi du 24 février.

## Le Monde

### De la vocation à l'abandon : les chiffres derrière la crise du métier d'enseignant

Le nombre de candidats aux concours de recrutement des enseignants ne cesse de chuter depuis les années 1990, tandis que les départs volontaires augmentent.

Par [Léa Prati](#) - Publié aujourd'hui à 06h00

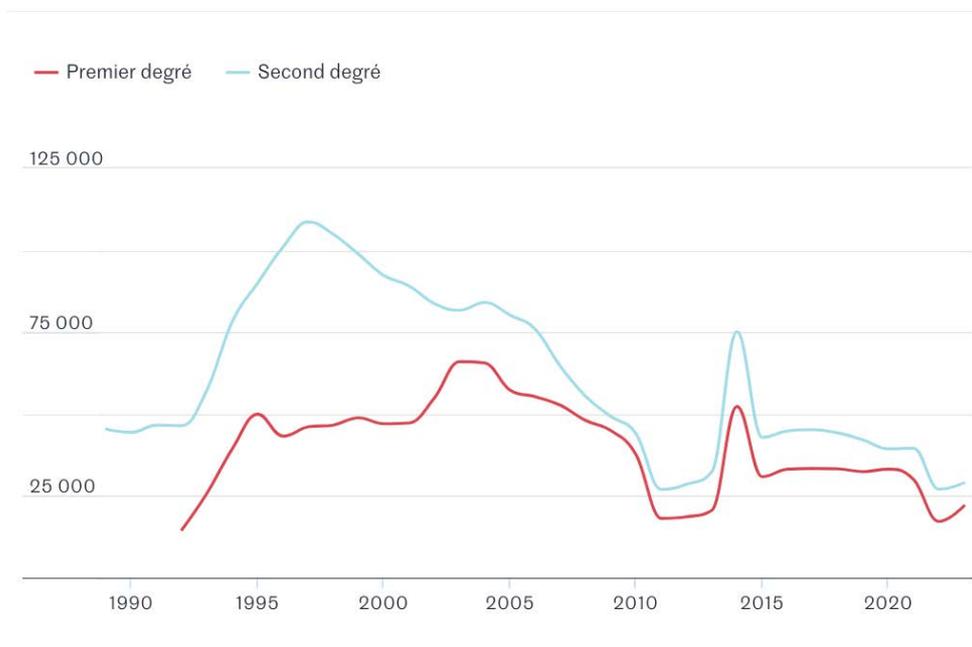


Un professeur des écoles accueille ses élèves à l'école primaire Bonneveine Zénatti, à Marseille, le 2 septembre 2024. CLEMENT MAHOUDEAU / AFP

Le ministère de l'éducation nationale doit annoncer, vendredi 17 janvier, la répartition des postes d'enseignant par académie pour la rentrée 2025. Cet exercice d'équilibriste consiste à garantir la présence d'un enseignant dans chaque classe, tout en tenant compte de contraintes budgétaires serrées. Mais il se heurte aussi, depuis plusieurs années, au défi d'attirer suffisamment de candidats aux concours, en pleine crise des vocations pour le métier d'enseignant.

- **Un effondrement du nombre de candidats aux concours depuis les années 1990**

Évolution du nombre de candidats présents aux concours de recrutement externes des enseignements des premier et second degrés publics, depuis 1989



Source : ministère de l'éducation nationale ([premier degré](#), [second degré](#))

En un peu plus de vingt-cinq ans, le nombre de candidats au métier d'enseignant dans le secondaire (collège et lycée) a chuté de près des trois quarts. Il est ainsi passé de 108 669 en 1997 à 28 928 en 2023 pour les cinq concours ([Capes](#) et [agrégation](#) pour les matières générales, [Capeps](#) pour l'éducation physique, [Capet](#) pour les établissements techniques et [Caplp](#) pour l'enseignement professionnel).

Le concours de recrutement des professeurs des écoles (CRPE) a suivi une pente similaire, avec une forte diminution du nombre de candidats entre 2003 et 2011, suivie d'un maintien à des niveaux relativement faibles depuis.

[La crise du secteur et les débats sur l'équilibre entre transmission des savoirs et formation pédagogique](#) ont conduit à cinq réformes depuis 1989, dont certaines ont eu des effets très nets sur le recrutement. Le premier effondrement du nombre de candidats, en 2011, coïncide avec la réforme de la « mastérisation », qui a déplacé le concours du Capes de la fin de licence à la fin du master, dans le but de renforcer la formation et la qualification professionnelle des enseignants. Le second, survenu en 2022, résulte d'une nouvelle réforme repoussant le concours – qui était repassé à la fin du master 1 – à la fin du master 2.

*« Si elles ne tenaient qu'à ces réformes, les chutes du nombre de candidats en 2011 et 2022 auraient dû être conjoncturelles et se résorber rapidement, car ces réformes réduisaient temporairement le vivier de candidats potentiels, en décalant d'une année le passage des*

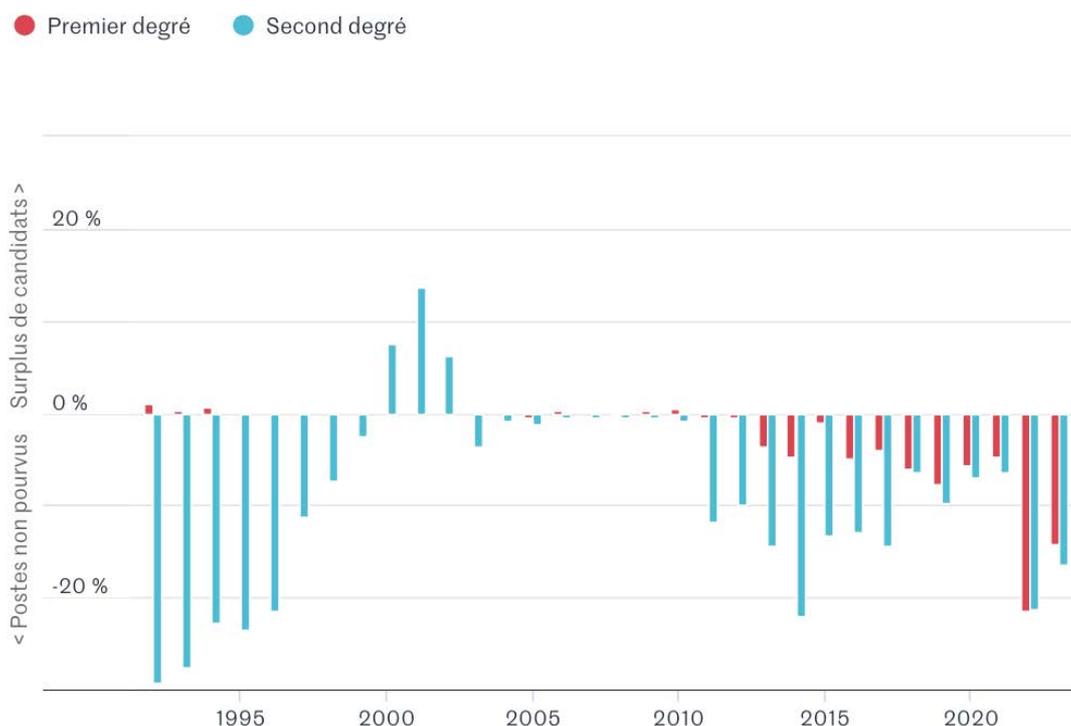
*concours* », relève Géraldine Farges, professeure des universités en sciences de l'éducation et de la formation à l'université de Bourgogne. Pourtant, les chiffres de 2023, bien qu'en légère hausse par rapport à 2022, restent loin des niveaux antérieurs.

De manière générale, le nombre de candidats s'adapte au nombre de postes proposés, qui dépend lui-même des budgets alloués à l'enseignement. « *Les politiques de recrutement des enseignants ont toujours été menées par à-coups et au gré des alternances politiques* », observe Julien Cahon, historien de l'éducation à l'université de Picardie. L'année 2014 illustre cette dynamique : la session exceptionnelle de concours organisée entre 2013 et 2014 par Vincent Peillon, ministre de l'éducation socialiste de François Hollande, dans le but de relancer le recrutement, a fait bondir le nombre de candidats cette année-là. Quelque temps auparavant, sous la présidence de Nicolas Sarkozy, la diminution du nombre de postes avait entraîné une baisse des candidatures.

Au-delà de ces fluctuations politiques conjoncturelles, cette tendance baissière s'explique par plusieurs facteurs plus profonds, selon Géraldine Farges. Les difficultés rencontrées par les enseignants au travail, aujourd'hui mieux connues, associées au faible niveau des salaires, ont contribué à dégrader l'image du métier, notamment dans la culture populaire et auprès des étudiants. En outre, les réformes successives ont complexifié l'accès à l'information sur les concours et les manières d'accéder au métier. Enfin, le déplacement du concours en fin de master 2 accentue le coût d'entrée : « *Les étudiants doivent s'engager dans cinq années d'études, sans garantie de réussite au concours à l'issue de ce parcours* », note la chercheuse.

## • Une augmentation du nombre de postes non pourvus depuis 2011

Pourcentage de candidats en surplus (valeurs positives) ou de postes non pourvus (valeurs négatives) après les concours de recrutement externes des enseignants des premier et second degrés publics, depuis 1992



Source : [ministère de l'éducation nationale](#)

Depuis 2011, les concours peinent à attirer suffisamment de candidats pour garantir la présence d'un enseignant dans chaque classe. La situation a atteint son paroxysme en 2022, quand plus de 21 % des postes ouverts aux concours sont restés vacants. Bien que le déficit ait légèrement diminué l'année suivante, certaines disciplines sont en difficulté dans le second degré, comme les mathématiques, les lettres classiques et l'allemand.

L'enseignement des matières scientifiques pâtit particulièrement de la concurrence du secteur privé : « *Les métiers de l'ingénierie et de l'entreprise, à la fois mieux rémunérés et plus prestigieux, attirent davantage les diplômés dans ces domaines* », note Julien Cahon. En revanche, pour les lettres classiques ou les langues, le problème réside dans la diminution du nombre de diplômés. Ces filières, perçues comme offrant peu de perspectives professionnelles, séduisent moins d'étudiants souhaitant devenir enseignants en collège ou en lycée.

Dans le premier degré, où le concours de recrutement de professeur des écoles se fait au niveau de l'académie, certains territoires, jugés moins attractifs, sont déficitaires. [Lors de la session 2024](#), les académies de Créteil, de Versailles et de Guyane n'ont pas réussi à pourvoir tous leurs postes, malgré des efforts de recrutement externe supplémentaires pour les deux académies franciliennes.

Pour autant, « *le problème ne date pas d'hier* », rappelle Julien Cahon. Il souligne que « *la crise du recrutement est un problème récurrent, qui dépasse les frontières françaises* ». Au cours des années 1990, dans le second degré, le nombre de candidats admis était inférieur à celui des postes ouverts : le taux de pénurie atteignait entre 20 % et 30 % de 1987 à 1996, [en particulier dans les disciplines scientifiques](#) (mathématiques, physique chimie et génie), mais il était dû à une forte augmentation des postes ouverts, que le nombre de candidats n'a suivie qu'à retardement. Le problème des postes non pourvus a diminué très nettement dans les années 2000, avant de réapparaître dans les années 2010, et de s'étendre au premier degré. Pour la première fois aujourd'hui, des postes restent vacants alors que l'offre ne progresse pas.

Eu égard à ces difficultés de recrutement, le recours aux enseignants contractuels s'est intensifié. Entre 2015 et 2022, le nombre de non-titulaires embauchés sans passer par la case concours a crû de 42,8 %, tandis que celui des titulaires a légèrement diminué (- 0,7 %), [selon le dernier panorama statistique des personnels de l'enseignement scolaire](#), en octobre 2023. « *La contractualisation offre certes une solution pour pallier les déficits immédiats en attendant des réformes structurelles plus ambitieuses, mais ce phénomène soulève des questions sur la pérennité et la qualité de l'enseignement* », estime Géraldine Farges.

## • Une hausse des départs volontaires depuis 2012-2013

Évolution du taux de départs définitifs volontaires parmi l'ensemble des enseignants stagiaires ou titulaires du public, réparti par ancienneté.



Source : [ministère de l'éducation nationale](#)

Dans ce contexte de recrutements en berne, les démissions ou ruptures conventionnelles d'enseignant restent marginales – seulement 2 836 en 2021-2022. Cependant, elles augmentent progressivement depuis dix ans, avec environ 200 départs supplémentaires chaque année (à l'exception de 2019-2020, marquée par la pandémie de Covid-19). Depuis 2020, cette tendance s'est intensifiée, avec [l'introduction d'un dispositif de rupture conventionnelle](#), entraînant une hausse de 400 départs volontaires pour 2021-2022.

Cette évolution touche particulièrement les professeurs des écoles. Et si les enseignants stagiaires en début de carrière étaient les premiers concernés, les départs volontaires sont désormais en majorité demandés par des enseignants en poste depuis plus de cinq ans.

Ces départs volontaires représentent une part croissante des effectifs quittant chaque année l'éducation nationale : ils sont passés de 2 % des motifs de départ en 2012 (contre 98 % de retraités) à plus de 15 % en 2022, selon [un rapport de l'organisme France Stratégie](#), publié en décembre 2024.

Les raisons des démissions varient en fonction de l'expérience des enseignants. « Pour les débutants, les difficultés pédagogiques et le manque de ressources, combinés à un décalage entre les attentes et la réalité du métier, expliquent une grande partie de ces départs »,

relève Julien Cahon. La faible reconnaissance du métier, après plusieurs années d'études, contribue également à leur malaise. Pour les enseignants expérimentés, les démissions sont souvent motivées par un profond découragement, une perception d'une dégradation des conditions de travail et l'accumulation de frustrations.